

**APPEL À SOUTENIR LA MARCHE  
POUR LA LIBERTÉ DES PRISONNIERS POLITIQUES  
ET DU PEUPLE SAHRAOUI**

**MANIFESTATION  
SAMEDI 19 AVRIL 11H JEAN JAURÈS**

**Du 17 au 20 avril 2025 la Marche pour la Liberté passera par Toulouse. Partie d'Ivry le 30 mars et traversant la France puis l'Espagne en direction de la prison de Kénitra au Maroc, où elle arrivera le 2 juin 2025, elle a pour objectif de faire connaître la cause sahraouie et celle des prisonniers politiques.**

Le Sahara occidental, ancienne colonie espagnole, situé entre le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie, reconnu par l'ONU comme territoire à décoloniser, est occupé illégalement par le Maroc depuis la marche d'occupation de 1975, dite « Marche Verte ». Contraignant les Sahraoui·es à fuir dans des campements en plein désert algérien. Le Front Polisario, mouvement politique et armée de libération fondé en 1973, lutte pour l'indépendance du pays. En 1976, le peuple sahraoui crée la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD).

Depuis, la monarchie marocaine ne cesse de mener une politique de colonisation de peuplement afin de rendre les Sahraoui·es minoritaires et de piller leurs ressources en toute illégalité. Les Sahraoui·es sont constamment victimes de violentes répressions : arrestations arbitraires, disparitions forcées, tortures, assassinats, prisonniers politiques, absence de liberté de la presse, de liberté d'expression, etc.

Un mur de séparation de 2700 km truffé de mines antipersonnel et constamment surveillé par les forces de l'ordre marocaines sépare les territoires occupés des campements de réfugiés.

En 1991, l'ONU a mis en place la mission de la MINURSO pour y organiser un référendum d'autodétermination. Depuis, le Maroc, soutenu par la France, ne cesse d'empêcher l'organisation de ce référendum par tous les moyens.

En octobre 2010, plus de 20 000 sahraoui·es décident de camper à Gdeim Izik, à proximité de la capitale El-Aïoun afin de protester pacifiquement. Les forces de sécurité marocaines attaquent violemment le campement le 8 novembre 2010, faisant de nombreux morts et arrêtant arbitrairement des centaines de sahraouis. 25 d'entre eux sont jugés par un tribunal militaire et condamnés à de lourdes peines (de 20 ans de prison à la perpétuité).

**Pour toutes ces raisons, nous soutenons la marche des libertés qui s'arrêtera à Toulouse du 17 au 20 avril 2025. Et appelons à une manifestation unitaire le samedi 19 avril à 11h au départ de Jean-Jaurès. Soutenons la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance !**

La France doit cesser de conduire et cautionner des politiques colonialistes et impérialistes qui méprisent les droits des peuples autochtones (Sahraoui, Kanak, Palestinien...)

Nous, associations, collectifs, syndicats, partis politiques :

- demandons la libération du Groupe de Gdeim Izik, dont la détention a été reconnue comme illégale par l'ONU, ainsi que celle de tous les prisonniers politiques sahraouis.
- réclamons que le peuple sahraoui accède enfin au droit à s'autodéterminer et que le

référendum soit organisé au plus vite en respect du droit international.

- condamnons le soutien inconditionnel de la France au régime chérifien, officiel depuis octobre 2024 mais en réalité effectif depuis 1991 par l'utilisation de son droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU.
- Condamnons également le soutien de l'État français au maintien en détention de prisonniers politiques au Maroc comme en France (prisonniers Kanak, Georges Ibrahim Abdallah).

Signataires : : Act Up Sud Ouest, Association de solidarité sahraouie Tarn-et-Garonne, Association des amis de la RASD, Association Sahraoui d'Occitanie et Midi Pyrénées, CDK Toulouse, Collectif populaire contre l'extrême droite, Comité Vérité et justice 31, FSU 31, INSA En Lutte, JC 31, Jeunesse Active Sahraouie, Le Poing Levé, Les Amis du Monde Diplomatique, Les Écologistes, Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire, Comité 31 du Mouvement de la Paix, NPA L'anticapitaliste, Nous Toustes 31, PCF 31, PCOF, PCR Toulouse, Révolution Permanente, Secours Rouge Toulouse, Solidaires 31, Survie MP, Toulouse Anti CRA, UCL Toulouse et alentours, UD CGT 31